

20 ans après sa création: La Bourse d'Alger reste une coquille vide

7

Le marché boursier algérien reste au stade embryonnaire. 20 ans après sa création, la Bourse d'Alger ne compte que 5 valeurs cotées et ne pèse que 450 millions de dollars, alors que le pays voisin, la Tunisie, dispose d'une capitalisation de 10 milliards de dollars.

C'est le constat fait, hier, par le directeur général de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub, invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la radio nationale. Le marché officiel des actions en Algérie n'a pas connu le développement tant souhaité pour diverses raisons, dont certaines ont été évoquées hier par le premier responsable de la Bourse d'Alger. Il s'agit plus particulièrement de la dominance du système de financement bancaire plus adapté aux attentes des entreprises algériennes et moins contraignant que celui de la bourse exigeant une transparence financière permanente. Mais la crise financière actuelle peut constituer une aubaine pour le marché boursier, selon les propos du DG de la Bourse. La baisse des liquidités financières incitera les entreprises, selon lui, à faire appel au marché boursier pour lever des fonds. Anticipant sur cette perspective, une réunion s'est déroulée il y a quelques jours entre les responsables de la Bourse et ceux de l'association des banques et établissements financiers (Abef) pour trouver les mécanismes pouvant aider à réactiver le marché boursier. Le lancement de nouveaux produits financiers est au stade de l'étude. «Il faut aller vite et bien», a estimé toutefois Yazid Benmouhoub, estimant que l'introduction en bourse des 8 entreprises publiques, annoncé en 2013, devra être relancée afin de motiver les autres entreprises algériennes à s'impliquer dans cette dynamique. Ceci va créer un «véritable déclic chez le privé», pense-t-il, tout en reconnaissant au passage que le processus pourrait être «long» et que la décision revient à l'Etat propriétaire majoritaire des entreprises, comme Mobilis, CPA, Cosider, Caar, Sonatrach et Sonelgaz.

L'évolution du marché boursier algérien dépend aussi, selon lui, de la disponibilité des analystes financiers qui seront en mesure d'éclairer les chefs d'entreprise. Dans ce domaine, le pays n'a pas encore formé de spécialistes pouvant contribuer à la naissance de ce secteur qui manque cruellement à l'économie nationale.

La Bourse d'Alger qui ne compte aujourd'hui que 5 sociétés cotées, à savoir Saïdal, El Aurassi, Alliance Assurances, Bio Pharm, NCA Rouiba, espère, selon son DG, attirer d'autres intervenants, notamment ceux issus du secteur privé. Pour en arriver à ce stade, l'invité de la Radio préconise d'autres mesures d'accompagnement que celles appliquées à ce jour, dont l'exonération d'impôts sur les placements et la réduction d'impôts sur l'IBS. Ces dispositions sont insuffisantes pour dynamiser le marché, a-t-il relevé. Evoquant l'échec de l'introduction en bourse de la Société des ciments d'Aïn El Kebira, l'intervenant cite les principales raisons. Il s'agit du mauvais timing, du lancement de l'emprunt obligataire pour financer la croissance économique et la période du Ramadhan ainsi que de la saison estivale. «Il était quasiment difficile de lever 19 milliards de dinars pour la société des ciments», a-t-il reconnu, soutenant par ailleurs que le groupe public pourrait toujours relancer ce projet à condition de reprendre le processus depuis sa phase initiale.

Farouk B.